

LES BANQUIERS SONT SAUVÉS, PAS NOUS

Les dégâts de l'idéologie « Libérale » vont s'amplifier.

Cette idéologie discréditée lors de la crise de 1929 est revenue en force au début des années 80, et avec elle les crises.

- 1987 : grave krach boursier.
- 1993 : récession économique générale.
- 1997-98 : crise financière asiatique.
- 2007-2008 : la crise actuelle.

C'est la plus grande crise de l'histoire par son ampleur. 25 000 milliards de dollars évanouis (au 27/10/08) soit 4000 dollars par habitant de la planète.

France : 360 milliards d'euros pour secourir les riches banquiers soit près de 6000 euros par habitant.

Le chômage monte, des usines s'arrêtent, les faillites se multiplient.

Les crises financières ont toutes la même origine : cupidité et inégalités

- Du fric, en abondance, prélevé sur le travail des salariés est placé dans l'immobilier, l'énergie, l'agroalimentaire etc...
- Ces placements massifs et attrayants provoquent des hausses de prix déconnectés de la réalité.
- Les acheteurs prennent des risques car ils pensent que les prix continueront de monter.
- Lorsque les acheteurs se raréfient, la bulle éclate, les valeurs s'effondrent, c'est la panique.

Le libéralisme crée ces crises par ses dérégulations, ses absences de contrôles, ses paradis fiscaux et avant tout ses inégalités fantastiques.

En France en 20 ans :

- Les avoirs financiers ont progressés de 120 %
- Le salaire moyen de 15 %
- Le RMI de 5 %
- Il y a 20 ans les actionnaires recevaient 4,4 % de la masse totale des salaires; en 2007 c'est 12,4 %

Ou va-t-on ?

Sarkozy s'agite beaucoup.

Il a le verbe haut :

« *Banquiers, investisseurs vous serez sous surveillance* ».

« *La dictature des marchés, c'est fini* ».

« *L'idée que les marchés ont toujours raison était une idée folle* ».

Mais dans le même temps, il déclare : « *Les réformes continuent* » Sarkozy prône une réduction de l'État au profit des intérêts privés. Il prépare des privatisations, la Poste, les hôpitaux, universités, la formation AFPA, l'ANPE etc....

**Cela signifie donner encore et encore plus de fric à des intérêts privés
au détriment de l'intérêt général.
C'est entretenir la crise.**

Cette crise va durer et s'amplifier.

Les banquiers sont sauvés, pas les salariés ni les chômeurs.
Des milliards pour les uns, chômage et aggravation des conditions de vie pour les autres.

Alors à nous d'intervenir.

**Nous exigeons un plan de sauvegarde des salariés et des chômeurs
dont voici quelques propositions**

1) Halte aux inégalités démesurées à l'origine des crises.

Pas de revenu inférieur au seuil de pauvreté 817 euros (pour personne seule). Relèvement des indemnités de chômage et d'accès plus facile. Limitation des hauts salaires scandaleux. Révision des salaires et particulièrement le SMIC. Revenir à l'impôt républicain c'est à dire suppression du bouclier fiscal et revenir aux taux d'imposition antérieurs. Création massive d'emplois utiles dans l'éducation nationale, la santé, l'écologie et les associations sans but lucratif.

2) Halte aux privatisations des biens communs.

Ces biens n'ont pas à servir les intérêts des spéculateurs. Ne touchez pas à la Poste, aux Hôpitaux, Universités, à la formation AFPA, à l'ANPE etc....

Nous devons reconquérir d'autres biens communs déjà livrés aux prédateurs comme l'eau, le gaz, l'électricité etc...

Nous voulons une reprise en main (cœur de la cupidité et cause de la crise), du système bancaire. Il faut constituer un pôle majeur nationalisé (Caisse des dépôts + banque postale + caisse d'épargne).

3) Halte aux pollutions : une écologie, pour la sauvegarde de nos vies sur cette planète.

Ne nous leurrions pas le système prédateur, qui domine la planète nous prépare, par aveuglement et cupidité, une crise pire que celle d'aujourd'hui. Aussi nous devons avoir les mêmes exigences en écologie que pour le social.

Deux exemples :

- la moitié de l'humanité vit désormais dans les villes. Il faut aller à marche rapide vers des transports en commun pratiques, non polluants et gratuits afin de débarrasser les villes des voitures.
- 140 000 tonnes de pesticides sont déversés, en France, chaque année sur nos cultures. Nos fruits et légumes, l'eau potable en sont imprégnés. Il faut aller rapidement vers une agriculture Bio.

**Toutes ces revendications doivent être débattues partout,
servir de base à la mobilisation de tous.**

**Nous devons aboutir à de grandes manifestations
dans tout le pays.**

Plus question de manifestations catégorielles.

C'est du Tous Ensemble dont nous avons besoin.

**Il faut contraindre le pouvoir à prendre en compte
ce plan de sauvegarde.**